|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES N° 2025-27

Acte d’engagement

Objet de l'accord-cadre

**Evaluation environnementale SDAGE - PDM - PGRI - PLAGEPOMI 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse**

Acheteur

**Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse**

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Référence de l'arrêté de désignation de la personne signataire de l'accord-cadre

Art. R.213-42 du code de l’environnement et arrêté du 8 janvier 2024 portant nomination du Directeur Général de l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse à compter du 15/02/2024

Procédure de passation

Appel d’offres ouvert – Articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

M. Nicolas MOURLON Directeur Général de l’Agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse, Personne Représentant l'acheteur.

Comptable public assignataire des paiements

Madame l'Agent Comptable 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

Transmis au ministère le :

Notification de l'accord-cadre

Date de notification :

Sommaire

[1. Objet de l'accord-cadre 4](#_Toc201245743)

[1.1 Forme du marché 4](#_Toc201245744)

[1.2 Bons de commande 4](#_Toc201245745)

[1.3 Nomenclature 4](#_Toc201245746)

[2. Intervenants à l'accord-cadre 4](#_Toc201245747)

[2.1 Acheteur 4](#_Toc201245748)

[2.1.1 Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances 4](#_Toc201245749)

[2.1.2 Comptable public assignataire des paiements 4](#_Toc201245750)

[3. Contractant 5](#_Toc201245751)

[4. Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction 6](#_Toc201245752)

[4.1 Durée de l'accord-cadre 6](#_Toc201245753)

[4.2 Délai d’exécution des bons de commande 6](#_Toc201245754)

[4.3 Reconduction 6](#_Toc201245755)

[5. Délai d’établissement des prestations 6](#_Toc201245756)

[6. Prix 6](#_Toc201245757)

[6.1 Prix Forfaitaire : Missions 1 et 2 6](#_Toc201245758)

[6.2 Prix unitaires : Prestations sur bon de commande 7](#_Toc201245759)

[7. Avance 7](#_Toc201245760)

[8. Signature du candidat 7](#_Toc201245761)

[9. Acceptation de l’offre 8](#_Toc201245762)

1. Objet de l'accord-cadre

Evaluation environnementale des schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) - programmes de mesures (PDM), des plans de gestion du risque d’inondation (PGRI) et des plans de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

* 1. Forme du marché

Il s’agit d’un marché mixte. C’est un marché ordinaire pour la prestation à prix forfaitaire et un accord-cadre à bons de commande pour les prestations à prix unitaires sans minimum et avec un maximum fixé en valeur

* 1. Bons de commande

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande.

La commande sera notifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur par l’émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

L'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande avec un maximum fixé en valeur.

L'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

* 1. Nomenclature

|  |  |
| --- | --- |
| **CPV :** | 90700000-4 – Services relatifs à l'environnement |

1. Intervenants à l'accord-cadre
   1. Acheteur

**Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse**

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

Mail : Contact.SAAJ@eaurmc.fr

Représenté par : **Nicolas MOURLON**, Directeur Général.

Référence de l'arrêté de désignation de la personne signataire de l'accord-cadre : Art. R.213-42 du code de l’environnement et arrêté du 8 janvier 2024 portant nomination du Directeur Général de l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse à compter du 15/02/2024.

* + 1. Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

M. Nicolas MOURLON Directeur Général de l’Agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse, Personne Représentant l'acheteur.

* + 1. Comptable public assignataire des paiements

Madame l'Agent Comptable 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07.

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus.

1. Contractant

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

* Je M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
* J’AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
* Je CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d’assurances garantissant les responsabilités qu’ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution de l'accord-cadre a lieu dans un délai de 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

¨ **Le signataire :**

¨ s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

¨ engage la société ........................................... sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

¨ **Le mandataire (1) :**

¨ du groupement solidaire

¨ solidaire du groupement conjoint

s’engage pour l’ensemble des prestataires groupés désignés dans l’annexe ci-jointe (2) à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat (3) :

……………………………………………………………………………………………………………

Adresse de l’établissement :

…………………………………………………………………………………………………………...

...…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………...

Adresse électronique : .............................................................................................................

Téléphone : ..........................................................................................................................

SIRET : ................................................................................................................................

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

…………………………………………………………………………………………………………...

.…………………………………………………………………………………………………………..

………………………………………………………………………………………………………...…

Adresse électronique : ..............................................................................................................

Téléphone : ...................................................

Télécopie : ....................................................

SIRET : .........................................................

APE : ............................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : .........................................................

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

1. Durée de l'accord-cadre – Délais d’exécution – Reconduction
   1. Durée de l'accord-cadre

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à 28 mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

* 1. Délai d’exécution des bons de commande

Le délai d’exécution des prestations sera fixé par chaque bon de commande. Le pouvoir adjudicateur pourra émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre fixée ci-dessus.

* 1. Reconduction

L'accord-cadre ne sera pas reconduit.

1. Délai d’établissement des prestations

Le délai d’établissement des prestations est fixé par chaque bon de commande.

Les modalités d’acceptation par le pouvoir adjudicateur des documents produits par le titulaire sont définies à l’article *livrables* du CCTP.

1. Prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques prévues à l’article *Prix* du CCAP.

Le présent marché est conclu à prix mixtes.

Il s’agit d’un marché ordinaire pour les prestations à prix forfaitaire et d’un accord-cadre à bons de commande pour les prestations à prix unitaires sans minimum et avec un maximum fixé en valeur, conclu avec un seul opérateur économique, qui s’exécute par l’émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

* 1. Prix Forfaitaire : Missions 1 et 2

Les prestations sont rémunérées par application du prix forfaitaire selon la décomposition indiquée dans le bordereau des prix « 2025-27 BP-EF.xlsx » annexe financière n° 1 au présent acte d’engagement.

* 1. Prix unitaires : Prestations sur bon de commande

Les prestations à prix unitaires sont rémunérées par application des prix tels que fixés dans le bordereau des prix « 2005-09 BP-EF.xlsx » annexe financière n° 1 au présent acte d’engagement aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

*Le montant maximum de l'accord-cadre (prestations à prix forfaitaire + prestations à prix unitaires) sur sa durée totale en valeur est de :*

Montant HT : 300 000,00 €

Montant TVA (au taux de 20,00 %) : 60 000 €

Montant TTC : 360 000,00 €

Montant TTC (en lettres) : trois cent soixante mille euros

1. Avance

Une avance est prévue dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Titulaire unique ou mandataire :  Refuse de percevoir l’avance

 Accepte de percevoir l’avance

L’attention des candidats est attirée sur le fait que si aucun choix n’est fait, le pouvoir adjudicateur considérera que l’entreprise n'accepte pas de percevoir l’avance.

La perception de l'avance par les cotraitants et sous-traitants est indiquée dans les annexes.

L’avance sera versée et résorbée dans les conditions fixées par l’article *Avance* du CCAP qui détermine également les garanties à mettre en place par la ou les entreprises.

1. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l’acte d’engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A :

Le :

Mention(s) manuscrite(s)

*« Lu et approuvé »*

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d’entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

1. Acceptation de l’offre

Le présent accord-cadre se trouve ainsi conclu aux conditions ci-avant.

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d’engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d’engagement.

A :

Le :

Le pouvoir adjudicateur,

#signature#

Date d'effet de l'accord-cadre

Reçu notification de l'accord-cadre le :

 Le prestataire

 Le mandataire du groupement

Reçu l'avis de réception postal de la notification de l'accord-cadre signé le :

 Par le prestataire

 Par le mandataire du groupement destinataire

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

A : ………………………, Le : ……………………… *(Date d'apposition de la signature ci-après)*

#signature#

Annexe à l’acte d’engagement

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

**● Identification de l’acheteur**

Désignation de l’acheteur :

SIRET : 18690155900069

Nom : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du Code de la commande publique : M. Nicolas MOURLON Directeur Général de l’Agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse, Personne Représentant l'acheteur.

Désignation du comptable public assignataire : Madame l'Agent Comptable 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon Cedex 07

**● Identification du créancier au titre du marché public**

Désignation du créancier : ............................

SIRET : ............................

Raison sociale : ............................

Adresse : ............................

Coordonnées bancaires du créancier :

IBAN : ............................

Renseignements complémentaires sur le créancier :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Titulaire du marché | |  |
| Sous-traitant de premier rang | |  |
| Membre d’un groupement solidaire | |  |
| Membre d’un groupement conjoint | |  |
| Mandataire solidaire | |  |
| Mandataire conjoint | |  |
| Agissant pour son propre compte | |  |
| Habilité à céder ou nantir la créance du groupement | |  |
| Dans ce dernier cas, indiquer la référence de l’habilitation : | ............................ | |

**● Identification de la créance cessible**

Désignation du marché et de son montant :

Référence du marché obtenue au plus tard lors de la notification : ............................

Date : ............................

Montant (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation de la tranche : ............................

Montant de la tranche (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du lot : ............................

Montant du lot (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant :

Désignation du bon de commande : ............................

Montant du bon de commande (HT, montant TVA et TTC) : ............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :

............................

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d’être appliquées à la créance :

............................

Le cas échéant, autres renseignements : ............................

**● Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance**

|  |  |
| --- | --- |
| L’acheteur renvoie les parties aux documents du marché |  |

Si la case précédente n’a pas été cochée, remplir les champs suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Le cas échéant : |  |
| Le marché prévoit le versement d’une avance au créancier au titre du marché : |  |
| En cas d’avance, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit une retenue de garantie : |  |
| En cas de retenue de garantie, son pourcentage | ............................ % |
| Le marché prévoit un délai d’exécution des prestations : |  |
| Si un délai d’exécution est prévu, le délai mentionné est de : | ............................ |
| Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : |  |
| Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d’exécution et d’achèvement sont : | ............................ |
| Le marché prévoit un délai maximum de paiement : |  |
| Si un délai maximum de paiement est prévu, il est de : | ............................ |
| S’il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné | ............................ |
| Le marché prévoit un montant : |  |
| Montant prévu pour l’ensemble du marché : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour la tranche concernée : | ...................... € TTC |
| Montant prévu pour le lot concerné : | ...................... € TTC |
| Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer : |  |
| Montant minimum : | ...................... € TTC |
| Montant maximum : | ...................... € TTC |
| Montant estimé : | ...................... € TTC |
| Le titulaire souhaite ne pas confier l’exécution d’une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct : |  |
| Cette partie non sous-traitée est au maximum de : | ...................... € TTC |

**● Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement :

SIRET pour chaque membre du groupement : ............................

Désignation du mandataire : ............................

**● Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

(À renseigner autant de fois que nécessaire)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1ère modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 2ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 3ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| 4ème modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |
| Nième modification | La créance cessible est ramenée/portée à : ...................... € | Date/Signature |

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l’original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R. 2191-54, R. 2191-55 et R. 2391-28 du Code de la commande publique.

**● Signature de l’acheteur**

|  |  |
| --- | --- |
| A | Le |
|  | Signature de l’acheteur ou de son représentant |

Annexe à l’acte d’engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

* Désignation de l’acheteur :

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

* Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

M. Nicolas MOURLON Directeur Général de l’Agence de l’eau Rhône Méditerranée Corse, Personne Représentant l'acheteur

Objet de l'accord-cadre :

**Objet de la consultation : Evaluation environnementale SDAGE - PDM - PGRI - PLAGEPOMI 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse**

Objet de l'accord-cadre : Evaluation environnementale des schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) - programmes de mesures (PDM), des plans de gestion du risque d’inondation (PGRI) et des plans de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

 Un document annexé à l’offre du soumissionnaire.

 Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution de l'accord-cadre).

 Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du ………..

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postales et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postales et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

 OUI  NON

Nature des prestations sous-traitées :

**Nature des prestations sous-traitées** :

**Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………

La durée du traitement est : ……………..

La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….

La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………

Les données à caractère personnel traitées sont : ………………

Les catégories de personnes concernées sont : ………………….

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix et durée des prestations sous-traitées :

**Montant des prestations sous-traitées** :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : …………………………………..

- Montant HT (€) : …………………………..

- Montant TTC (€) : …………………………

**b)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l’article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

- Montant hors TVA (€) : …………………………..

Modalités de variation des prix :

Voir CCAP

**Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois :**

(*Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.*)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :

**Durée des prestations sous-traitées pour les marchés reconductibles :**

En cas de reconduction du marché, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l’objet d’un acte spécial modificatif, la présente déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

Condition de paiement :

Références bancaires :

(Joindre un IBAN.)

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance :  OUI  NON

Capacités du sous-traitant :

Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l’acheteur les exige et qu’ils n’ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandées par l’acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

- Références de prestations similaires : Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur** (\*) ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (\*\*).

Afin d’attester que le sous-traitant n’est pas dans un de ces cas d’interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : 

(\*)Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

**Documents de preuve disponibles en ligne** :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial.**

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif :**

 Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l’article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

**OU**

 L’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A …………………., le ………………………… A …………………., le …………………………

Le sous-traitant : Le soumissionnaire ou le titulaire :

………………………… …………………………

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer l'accord-cadre, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le …………………………..

Le représentant de l’acheteur :

Notification de l’acte spécial au titulaire

En cas d’envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A ……………………….., le ……………………………..

Annexe à l’acte d’engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

*Remplir un exemplaire par co-traitant :*

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

...............................................................................................................................................

Adresse de l’établissement :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse du siège social (si différente de l’établissement) :

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

...............................................................................................................................................

Adresse électronique : ................................................

Téléphone : ................................................

Télécopie : ................................................

SIRET : ................................................ APE : ................................................

Numéro de TVA intracommunautaire : ...........................................................

Accepte de recevoir l’avance :

¨ Oui

¨ Non

Références bancaires :

IBAN : .......................................................................................................................................

BIC : .........................................................................................................................................

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Désignation de l’entreprise | Prestations concernées | Montant H.T. (€) | Taux T.V.A. | Montant T.T.C. (€) |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
| Dénomination sociale : ………….  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ...…………………………………...  ..................................................... |  |  |  |  |
|  | *Totaux* |  |  |  |